

# Le sécuritaire au service

Question à un copeck : qu'a emporté C. Guéant, ministre français de l'Intérieur, dans ses valises (hormis les dattes) pour, qu'en contrepartie, il déclare, lors de sa visite de sept heures dans notre pays, «(...) Je salue les nombreuses initiatives prises par le président Bouteflika qui vont dans le sens des préoccupations qui se sont manifestées dans la population<sup>(1)</sup>». Y-a-t-il une relation entre sa visite et les enlèvements à répétition<sup>(2)</sup> d'otages français (entre autres) dans la région sahélo-saharienne, par l'Aqmi ?

A priori, le «Cardinal» fait sa «tournée des popotes», suite à une invitation de son homologue algérien, Daho Ould Kablia (DOK), ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales qu'il a, dit-il, «eu l'occasion de rencontrer au mois de mai à Paris, lors de la réunion du G-8, élargi à la lutte contre le trafic international de la drogue»<sup>(3)</sup>. Il insistera sur la normalité de l'agenda, qui comprend l'examen de «(...) nos organisations administratives de part et d'autre de la Méditerranée (...) notre coopération dans le domaine de la Protection civile, la coopération décentralisée (...) les jumelages entre les villes françaises et algériennes». Il ne dévoilera, qu'en bout de course, sa véritable mission en déclarant qu'«il est fondamental que nous continuions à coopérer étroitement dans la lutte contre le terrorisme (...) nous ferons aussi le point des discussions en cours sur les questions migratoires» ! Enfin, «nos collaborateurs approfondiront les discussions» (essentiellement le patron de la DCRI<sup>(4)</sup>). Le décor est donc planté. La conférence de presse officiel le sanctionnant cette rencontre n'a pas manqué de couleurs, soulignant «la qualité des relations bilatérales et leur approfondissement», dans un monde pris par «la montée des extrémismes et du terrorisme dans la région<sup>(5)</sup>».

Qu'attendait DOK du ministre français de l'Intérieur ? Qu'il apporte la caution du président N. Sarkozy aux «réformes politiques», engagées tambour battant dans notre pays, par des appareils et pour des appareils, en dehors de tout ancrage dans la société algérienne. C'est chose faite, sans l'art ni la manière, par un homme dont la carrière rime plutôt avec des aptitudes de «poulet» qu'avec la subtilité «diplomatique talleyrandienne»<sup>(6)</sup>. Qu'il le rassure également sur le sort de notre communauté émigrée, pour se dédouaner vis-à-vis de l'opinion publique algérienne, sensible au traitement réservé à son émigration<sup>(7)</sup>.

En effet, en proie à un ostracisme et à une stigmatisation croissante, notre communauté est devenue un véritable «enjeu électoral collatéral»<sup>(8)</sup>, pour les politiques de tous bords, à l'approche des présidentielles. En outre, les binationaux<sup>(9)</sup> ont atteint, en France, «une masse critique» (et plus en 2017) permettant de faire basculer une élection présidentielle dans un camp ou dans un autre (avec un minimum d'un et demi à deux millions de voix) dans la mesure où, en général, un pré-

sident français est élu avec deux ou trois points de différence, par rapport à son adversaire. Une mobilisation massive de cette «communauté bigarrée»<sup>(10)</sup> ne sera pas négligeable lors du scrutin de mai 2012 pour la droite en particulier, qui joue une partie très serrée, dans une ambiance de crise économique, sociale et d'incertitudes européennes<sup>(11)</sup>.

Notre pays a-t-il la capacité de mobiliser cette communauté<sup>(12)</sup> d'origine algérienne pour en faire un lobby<sup>(13)</sup> ? Rien ne permet, à l'heure actuelle, d'avancer une pareille possibilité. Enfin, l'Algérie a vu naître une nouvelle forme d'émigration clandestine<sup>(14)</sup> appelée «harga»<sup>(15)</sup>, qui inquiète la France qui veut s'assurer que, non seulement notre pays verrouille ce flux migratoire<sup>(16)</sup> pour ses propres ressortissants, en prenant des mesures coercitives concrètes mais également qu'elle lui serve de «bouclier» contre les flux migratoires venus d'Afrique subsaharienne<sup>(17)</sup>.

La recrudescence des activités terroristes dans la région sahélo-saharienne et le paroxysme actuellement atteint ne peuvent pas être séparés de la gestion unilatérale du dossier libyen<sup>(18)</sup> et de ses conséquences dévastatrices. L'Otan, ayant planifié et mené cette guerre, n'a pas oublié, cette fois, de fixer ses scénarios et ses conditions dans la paxamericana<sup>(19)</sup> pour la région. Notre pays n'a été consulté sur ce dossier, ni sur la guerre ni sur la future paix, à quelque niveau que ce soit, alors qu'il est partie prenante, voire le «pays pivot de la région», comme se plaisent à déclarer les stratèges américains (un discours moins virtuel est tenu aux Marocains<sup>(20)</sup>, en visite en Algérie, il n'y avait pas si longtemps<sup>(21)</sup>). L'Algérie doit-elle, par conséquent, supporter les dégâts collatéraux et mettre son potentiel de sécurité et de défense au profit des intérêts des puissances de l'Otan ? La question mérite plus qu'un détour. D'autant que le discours récurrent sur le déversement d'armes «sophistiquées» dans la région, en particulier en Algérie, est surdimensionné voire, par moments, ressemblant à un autre écran de fumée. Seuls comptaient pour l'Otan les cinq mille missiles sol-air (elle vient d'ailleurs de les «sécuriser») qui représentaient une menace réelle pour les pays membres. Le reste des armes classiques en circulation est le dernier de leur souci, alors qu'il représente, pour notre pays, un réel danger ainsi que les personnes qui les portent<sup>(22)</sup>. La France a toujours déclaré que dans la région sahélo-saharienne, qu'elle considère comme sa profondeur stratégique (depuis son empire colonial), elle entendait développer une «politique autonome de sécurité et de défense»<sup>(23)</sup>, c'est-à-dire qu'elle ne prend en compte que ses propres intérêts objectifs en Afrique<sup>(24)</sup>. La doctrine française pour le Sahel considère que cette région est une source d'insécurité et de déstabilisation puisque soumise à une poussée significative de l'islamisme radical, dans un espace s'étendant de l'Atlantique à la

Corne de l'Afrique. En matière de lutte anti-terroriste dans la région, elle s'appuie sur des décisions individualistes (réflexe colonial) et de politique intérieure, contraire à une stratégie collective, concertée avec les pays concernés et pour des objectifs communs partagés. En effet, forte de son dispositif militaire en Afrique<sup>(25)</sup>, la France considère ces Etats comme mineurs et «ne disposant pas de tous les attributs de la souveraineté ou les perdent progressivement», se retrouvant incapables «d'assumer leurs fonctions régaliennes sur le plan de la sécurité du territoire et de la population»<sup>(26)</sup>. En d'autres termes, les Etats sahélo-sahariens, fragilisés par les crises intérieures, sont impuissants face aux trafiquants, aux mouvements de rébellion et au terrorisme<sup>(27)</sup>.

Il faut ajouter à cela que les derniers développements relatifs au dispositif militaire contre les menaces dans la région nous démontrent de plus en plus clairement et chaque jour qui passe que la France a privilégié, entre autres, dans le domaine de la défense et de la sécurité dans la région sahélo-saharienne de sous-traiter avec le Maroc<sup>(28)</sup>. Cette alliance stratégique fait de ce pays son fidèle allié au Maghreb, pour défendre ses intérêts dans le Sahel, en contrepartie d'un soutien militaire multiforme<sup>(29)</sup>. Cette alliance couvre, entre autres, le dossier du Sahara occidental<sup>(30)</sup> et permet de le réintroduire, dans la géopolitique de la région, non plus comme un problème de décolonisation géré par l'ONU mais comme une «région grise» qui, dotée d'un micro-Etat<sup>(31)</sup>, risque de basculer dans le camp terroriste (avec l'Aqmi), si elle venait à sortir du contrôle de la «souveraineté marocaine». Enfin, la France a scellé un accord de retour à l'Otan, après sa sortie décidée par le général de Gaulle, début des années 60, mutualisant ainsi ses moyens militaires, en particulier avec le Royaume-Uni (la campagne militaire libyenne est un exemple explicite).

De leur côté, les forces armées algériennes participent à un certain nombre d'opérations et manœuvres conjointes avec les forces de l'Otan<sup>(32)</sup>, stationnées en Méditerranée (y compris françaises), qui ont pour objectif d'accroître l'inter-opérationnalité entre les différentes forces. En outre, elle entretient un très large partenariat multiforme de défense et de sécurité avec la Russie qui «coopère avec l'Algérie au niveau bilatéral, multilatéral et dans le cadre du Forum antiterroriste, créé en septembre dernier à New York<sup>(33)</sup>». Ce spectre relationnel avec l'UE, la Russie et les USA a été construit à la faveur de la chute du mur de Berlin, de l'implosion de l'URSS et après que notre pays va traverser, ce qui est convenu d'appeler la «décennie noire» (1992-2002), durant laquelle le président F. Mitterrand<sup>(34)</sup> va mettre toute son énergie pour «casser du fell»<sup>(35)</sup> pour nous précipiter dans un scénario afghan avec à la clé un embargo total sur notre pays<sup>(36)</sup>.

Le reste est connu, les attentats terro-

ristes de New York, ceux de Londres, Paris, Madrid... vont enfin faire prendre conscience au monde que la mise à feu et à sang de l'Algérie n'était qu'une étape dans le cadre d'une stratégie terroriste internationale. Le fait avéré est que les puissances occidentales ont été largement impliquées dans la création<sup>(37)</sup> et l'expansion de l'islamisme politique et le djihadisme. Elles ont œuvré pour maintenir cette aire géopolitique dans l'obscurantisme afin de toujours l'avoir sous contrôle. Toutes aspirations populaires au progrès et à la modernité universelle ont été brisées, comme par hasard, de l'intérieur, par le «réveil soudain» des mouvements islamistes les plus rétrogrades (salafistes). Enfin, les politiques de «deux poids deux mesures» mises en œuvre dans le monde arabe<sup>(38)</sup> et sur le dossier de la Palestine<sup>(39)</sup> vont couronner leur stratégie.

Si la relation sécuritaire entre deux pays est complexe, celle algéro-française l'est encore plus, comme nous venons de l'esquisser et mérite, dès lors, un débat sérieux qui ne devra trouver sa place qu'après l'élection présidentielle en France et le départ de l'actuel président algérien, de manière à jeter les bases solides d'une coopération mutuellement profitable aux deux pays et pour la région.

Reste alors à gérer cette période fébrile, où la politique intérieure de la France (l'élection présidentielle de mai 2012) s'invite au couscous des appareils politiques nationaux... Faute de recourir au financement direct de la campagne électorale qui ne semble plus de mise, dans la France actuelle<sup>(40)</sup>, imaginons que, vers le mois d'avril 2012, le président français, alors en pleine campagne électorale, réussisse à faire libérer quelques-uns de ses otages, kidnappés dans la région sahélo-sahélienne... Quel impact, une pareille libération<sup>(41)</sup> pourrait avoir sur l'opinion publique française, en termes de voix ? Une étroite et forte collaboration entre les deux services de sécurité algéro-français, pour donner un tour de priorité durant cette période et qui se solderait par une libération surmédiatisée des otages vaudrait «son pesant d'or» électoral après que les agences de notation<sup>(42)</sup> eurent fini par planter un couteau dans le dos du gouvernement en place. Cet appel du pied entre deux présidents<sup>(43)</sup>, sur le départ, est ce que l'on nomme au jeu d'échecs un «grand roque», une espèce de renversement de situation, qui va obliger les deux protagonistes à revoir complètement leur propre stratégie. En attendant, il est urgent pour notre pays de se donner du champ et de prendre du recul sur les événements qui se précipitent à l'intérieur et à l'extérieur de son territoire. Les problèmes de défense et de sécurité sont trop importants, pour que l'on puisse penser qu'ils se traitent au détour d'une élection, fût-elle présidentielle.

**D' Mourad Goumiri,**  
**président de l'ASNA**

(1) Déclaration faite lors de sa conférence de presse conjointe à Alger.

(2) Les derniers enlèvements de ressortissants français (deux présumés géologues) dans la région de Gao au Mali le 24 novembre, de trois autres européens et l'assassinat d'un Allemand à Tombouctou marquent un regain d'activité terroriste dans la région, avec 12 otages dont 6 Français. L'envoi à Gao de cinq hélicoptères français avec un nombre indéterminé de soldats pour tenter de les retrouver a été vain pour l'instant.

(3) Interview exclusif accordé par C. Guéant au journal électronique TSA du 3 décembre 2011.

(4) La Direction centrale du renseignement intérieur (créée le 1<sup>er</sup>

juillet 2008) est née de la fusion de la Direction centrale des renseignements généraux (créée en 1907) et Direction de la surveillance du territoire (créée en 1944) et placée sous la tutelle du ministère de l'Intérieur. Le titulaire du poste est B. Squarcini, policier de base. Le responsable du terrorisme à la DCRI est M. Guérin.

(5) L'ANP a interdit le survol du territoire national par des drones français (de fabrication israélienne), afin de rechercher des éléments de l'Aqmi, à partir de bases de l'Otan, nouvellement installées en Libye.

(6) C. Guéant, énarque, a été formaté à l'école de C. Pasqua, ancien ministre de l'Intérieur. Il a été, tour à tour, chef de cabinet de N. Sarkozy, ministre de l'Intérieur

puis des Finances et enfin secrétaire général de l'Elysée, où il est appelé le «Cardinal» en référence à Richelieu, un puissant intrigant, créature de Florentine Marie de Médicis reine mère de France.

(7) Il faut rappeler, à cet endroit, que l'émigration algérienne transfère en Algérie quelque deux milliards d'euros par an dont environ un cinquième par voie légale et en numéraire seulement, le reste en biens et services divers pour alimenter notre marché informel, ce qui représente un débouché substantiel pour l'économie française.

(8) La seule réserve de voix pour le président N. Sarkozy, au second tour des présidentielles, s'il y parvient, c'est celle de l'extrême droite (Front national). Il est donc obliga-

toire pour ce dernier, s'il veut être réélu, de développer un discours sur les thèmes de l'extrême droite dont celui de l'immigration.

(9) Lire notre article intitulé «Bleu, blanc, vert» à paraître, qui traite de ce sujet délicat.

(10) Chaque grande formation politique française a «recruté» dans ses rangs, depuis un certain nombre d'années, un binational d'origine algérienne et un harki, cette tendance lourde s'accélère.

(11) La France, consciente du problème et de son ampleur, vient d'instruire l'émir du Qatar pour qu'il se subroge au gouvernement algérien et qu'il «récupère et structure» nos binationaux et notre émigration, afin d'en faire un véritable lobby, à sa solde. En effet, un fonds, d'un

montant initial de 65 millions d'euros (revolving), a été créé, en toute légalité et avec la bénédiction des autorités françaises, par l'émir pour «le financement de projets de PME/PMI au profit des jeunes beurs» et à travers leurs élus locaux notamment.

(12) Il est notoirement connu que dans les années 60 et 70, l'Algérie, à travers une association de façade dénommée l'Amicale des Algériens en Europe, a tenté de contrôler la communauté algérienne (émigrée et binationaux) pour des raisons de sécurité intérieure (opposition diverse) mais également afin de financer des partis politiques français (notamment de gauche), jugés favorables à ses intérêts.